

L'article 13 s'exprime ainsi, au sujet des passeports:

Quiconque réside légalement au Canada a droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur du pays, et la faculté d'en sortir et d'y revenir.

Voilà des dispositions qui, de l'avis d'un groupe important de l'opinion publique, au Canada, devraient être insérées dans une constitution canadienne. Ce sont d'excellents et honnêtes Canadiens qui se préoccupent de leurs propres droits et de ceux de leurs concitoyens. Ces questions se prêtent à l'expression d'avis divergents quant aux meilleures méthodes à suivre pour combattre la diffusion du communisme. Pour ma part, je prêche depuis des mois que la meilleure façon de combattre le communisme c'est de faire en sorte que la démocratie ne favorise aucune classe ni aucun groupe en particulier, mais soit un régime qui profite à tous les éléments de la population. Il y aura peu de danger d'expansion du communisme si tous nos concitoyens se rendent compte que ceux qui représentent la majorité de la population du Canada désirent des lois qui mettent à la portée de chacun une part équitable du bien-être que la Providence permet de procurer à chaque habitant du pays.

Je n'attribue aucune vertu particulière à la doctrine que je prêche et je ne suis pas seul à la préconiser, puisqu'un très grand nombre d'autres personnes la soutiennent. Mais je crois qu'en ce qui concerne le communisme notre situation est aujourd'hui meilleure qu'il y a quelques années. Il est désagréable d'avoir à recevoir les pétitions et les griefs de ces organismes que nous sommes enclins à considérer comme servant de façade au communisme.

Le chef de l'opposition a dû, comme un bon nombre d'entre nous, être ennuyé par ces messieurs, ainsi que je vais les désigner, qui se donnaient pour la Ligue des chômeurs du Canada et l'Association des chômeurs du Canada, et qui avaient des mémoires et des pétitions à nous présenter. Ils m'ont plusieurs fois arrêté au passage et, une fois, ils étaient prêts à me placer leurs mémoires entre les mains. "Messieurs, leur ai-je dit, j'ai d'autres occupations pour l'instant. Nous avons un excellent service postal, si vous avez quelque chose à me communiquer, mettez-le à la poste et, lorsque nous le recevrons, nous lui accorderons l'attention qu'il mérite." Il est difficile de refuser la permission de présenter des pétitions.

Un des meilleurs arguments qui militent contre ces gens est peut-être qu'on leur permet d'agir de la sorte. D'où résulte le contraste le plus frappant possible entre ce qui se passe dans un pays démocratique sûr de son habileté à maintenir ses institutions démocratiques et ce qu'on exécute sous l'effet de la crainte et le recours à la police dans les États totalitaires. D'autres partagent probablement cette opinion.

Pour ce qui est des voyages à l'étranger de MM. Tim Buck et Endicott, j'ignore si le chef de l'opposition a pris connaissance d'un éditorial paru aujourd'hui dans le *Globe and Mail* sur ce sujet. Voici le dernier alinéa de cet article:

Certaines personnes doutent qu'il soit sage d'accorder à des gens comme Buck et Endicott les passeports dont ils ont besoin pour leurs sinistres voyages. Il vaut certes mieux les laisser aller que les retenir au pays. Ils ne causent aucun préjudice réel au Canada, parce que ce qu'ils disent en Russie ne fait que confirmer une ignorance déjà totale. Aux yeux du public canadien, cependant, ils se discréditent eux-mêmes et ils discréditent leur cause de façon très satisfaisante. Aucun argument ne saurait être, même de moitié, aussi convaincant ni aussi dévastateur pour le prestige du parti communiste que celui que Buck et Endicott fournissent eux-mêmes.

Si je lis cet article, ce n'est pas que j'en approuve tout le contenu, mais afin d'étayer mon argument, c'est-à-dire qu'au Canada ce n'est pas une question de politique de parti. C'est une question d'opinion personnelle quant au meilleur moyen de lutter contre cette excroissance odieuse parmi nous. Des Canadiens sincères, patriotes, membres de mon parti, de celui de l'honorable député, de la C.C.F. et du Crédit social, partagent cette opinion, tandis que d'autres membres de mon parti ou des autres partis, estiment qu'il serait plus efficace de prendre des moyens plus radicaux.

A l'heure actuelle, l'Australie, l'Afrique du Sud, la Malaisie, le Panama et l'Inde tentent des expériences intéressantes. Nous verrons avec intérêt quels résultats pratiques donnera cette méthode. On agit autrement de l'autre côté de la frontière, on procède à une sorte de chasse aux sorcières. Des comités y sont institués qui accusent le secrétariat d'État d'être infesté de communistes ou de sympathisants. Des gens disent: "J'affirme qu'il y a des communistes au sein du secrétariat d'État. Tant que je n'aurai pas à ma disposition les dossiers du F.B.I. je ne puis le prouver, mais je l'affirme quand même." Je ne crois pas qu'une telle façon de procéder ait créé chez nous une impression très favorable. Je ne crois pas que les accusations d'incompétence portées contre le général Marshall et les tendances qu'il a manifestées